

**Séance ordinaire du
lundi 5 octobre 2020**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Patricia MIRALLES.

**Proposition d'implantation d'un troisième centre d'incendie et de secours sur le
territoire de la Ville de Montpellier - Rue du Mas Saint Pierre - Zone
d'aménagement concerté de la Restanque - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La loi n°96-369 du 3 mai 1996 a mis en place une nouvelle organisation des services d'incendie et de secours à l'échelle départementale. A ce titre, le service incendie du District de l'Agglomération de Montpellier a été intégré au Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS).

A l'échelle du territoire départemental, le SDIS, établissement public sous la double autorité opérationnelle du Préfet et, administrative, du Président de son conseil d'administration, couvre environ 72 000 interventions par an. Sur l'ensemble des cinq grands domaines d'urgence que compte ses missions, le SDIS intervient à environ 65 % en matière de secours d'urgence aux personnes.

A ce jour, deux casernes sont installées sur le territoire de la Ville de Montpellier : le centre de secours Jean GUIZONNIER, situé dans le quartier Mosson et le centre de secours Marx DORMOY, situé à Montaubérou, dans le secteur du Millénaire. Les terrains d'assiette de ces deux casernes ont fait l'objet de mise à disposition par le District dans le cadre de la loi du 3 mai 1996 précitée, mises à disposition toujours en vigueur.

Le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques du département de l'Hérault arrêté en 2016 par le Préfet de l'Hérault fait le constat d'une nécessaire évolution du dispositif de secours sur la commune de Montpellier et pointe précisément le besoin d'amélioration des temps de secours sur une partie du territoire, en particulier l'hyper-centre.

Plusieurs échanges et rencontres entre les représentants de la Ville, de Montpellier Méditerranée Métropole et du SDIS ont permis l'étude de sites potentiels sur la commune de Montpellier pour la réalisation dans un premier temps d'un troisième centre d'incendie et de secours, afin de permettre une meilleure couverture d'intervention.

L'accroissement démographique de l'aire métropolitaine de Montpellier et les temps d'intervention en milieu urbain rendent nécessaires cette nouvelle implantation.

Afin de répondre à ce besoin de service public majeur et urgent, la Ville a identifié une emprise foncière, située au sein de la Zone d'aménagement concerté de la Restanque, rue du Mas Saint Pierre, cadastrée OL n°48p et 51p dont les caractéristiques de localisation, de desserte, de temps d'intervention et d'intégration hors d'un milieu résidentiel sont concordantes avec les besoins du SDIS.

En vue de concrétiser rapidement la réalisation de ce projet d'implantation du centre de secours et d'incendie, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser les services du SDIS à pénétrer sur le terrain d'assiette propriété de la Ville en vue de compléter les études préalables à la construction et de réaliser tout sondage ou diagnostic qui s'avèrerait nécessaire. Les services de la Ville sont également missionnés en vue de procéder dès à présent avec l'aménageur à la définition de la fiche de lot encadrant la configuration opérationnelle du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la proposition d'implantation d'un troisième centre d'incendie et de secours sur les parcelles cadastrées OL n°48p et 51p, rue du Mas Saint Pierre à Montpellier, situées dans le périmètre de la ZAC de la Restanque,
- d'autoriser le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault, ou tout tiers substitué et mandaté par ce service, à procéder aux études, diagnostics et sondages préalables sur ledit terrain d'assiette en vue d'assurer le montage opérationnel du projet,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan de situation.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-145076-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.